



United Nations



Ministry of Foreign
Affairs



CONFÉRENCE

L'impact de la crise économique et financière sur la Gouvernance Locale en Afrique: La réponse des Autorités Locales aux défis pour un nouveau développement

Recommandations

**6 – 7 Novembre 2009
Palazzo Vecchio
Florence, Italie**

Nous, Chefs de Gouvernements Locaux et Ministres en charge de la décentralisation et des Gouvernements Locaux, avec à leur suite des hauts fonctionnaires, des présidents des Associations de Gouvernements Locaux, les maires et les conseillers représentant les différents pays de l'Afrique et de l'Europe, ainsi que des ONG réunis à Florence, les 6 et 7 Novembre 2009 pour la Conférence sous le thème "*L'impact de la crise économique et financière sur la Gouvernance Locale en Afrique : la réponse des Autorités Locales aux défis pour un nouveau développement*"

Préambule

Notant que la Conférence est la suite de la Conférence sur la Décentralisation: la nouvelle dimension de la paix, la démocratie et le développement local, tenue à Florence en Italie en 2004 avec sa déclaration finale, la Conférence Ministérielle sur la planification et la budgétisation participative en matière de fourniture effective des services au niveau local tenue à Maseru, Lesotho en 2006, la Conférence panafricaine des Ministres en charge du gouvernement Local sur le renforcement de la capacité de leadership pour la gouvernance décentralisée et la réduction de pauvreté en Afrique, sous le thème "De la formulation des politiques à la mise en œuvre : Défis et Stratégies pour une mise en œuvre effective de la gouvernance décentralisée en Afrique, tenue à Yaoundé, Cameroun en 2008, la Résolution du Parlement Européen " Les Collectivités locales et la Coopération au développement" (2007); la Déclaration finale du Sommet UE-Afrique tenue à Lisbonne en 2007; le document de stratégie de la Commission Européenne sur les acteurs non étatiques (2007); le Document de Stratégie des priorités des Cités et Gouvernements Locaux Unis CGLU pour 2007-2010. l'Agenda d'Accra pour l'Action en 2008;

Exprimant toute leur gratitude au Gouvernement d'Italie, et particulièrement au Conseil Régional de la Toscane et à la ville de Florence pour avoir abrité cette conférence

Remerciant le Département des Nations Unies pour les Affaires Economiques et Sociales (ONU-DAES), pour les contributions techniques, financières et autres, qui ont fait de cette conférence une réalité.

Reconnaissant l'intérêt de partager les expériences pays ainsi que les partenariats sur la gouvernance décentralisée et la coopération décentralisée

Prenant en compte que le projet "*Euro-African Partnership for Decentralized Governance*" a été créé par ONU-DAES, la Conférence des Assemblées Régionales Européennes (CALRE) et le Conseil Régional de la Toscane, soutenu par le Ministère des Affaires Etrangères de l'Italie et le Conseil régional de la Toscane

Prenant en compte que dès 2005 *Euro-African Partnership for Decentralized Governance*, avec la contribution de plusieurs autorités locales et leurs associations nationales, des universités, des gouvernements nationaux et le contact direct entre les autorités locales d'Europe et d'Afrique, a promu le renforcement des capacités, les partenariats, le réseautage, les politiques et stratégies de la décentralisation

Reconnaissant que le travail déjà effectué a confirmé le rôle clé de la décentralisation comme un instrument pour le développement et l'importance des partenariats nord-sud et sud sud entre les autorités locales

Notant l'importance croissante de la gouvernance décentralisée dans la transformation des sociétés en Afrique au subsaharienne

Notant que les acteurs internationaux, nationaux et locaux impliqués dans les processus de décentralisation sont très actifs et en augmentation ainsi que le rôle important des femmes dans ces processus comme souligné dans les recommandations de la conférence sous le thème "*Femmes leaders dans les Administrations Locales: Approches à la démocratie, la participation, le développement local et la Paix*" tenue à Florence, le 5 novembre 2009 comme suit:

- Pour promouvoir continuellement l'efficacité et la qualité de la participation des femmes leaders, il est nécessaire non seulement d'introduire des politiques pour accroître la participation des femmes, mais aussi de renforcer les structures des systèmes, les valeurs culturelles et les normes qui favorisent la participation effective des femmes leaders et le développement de programmes;
- Pour accroître la participation effective des femmes dans les politiques publiques de prises de décision au niveau local et national, il est nécessaire de soutenir les femmes comme des agents essentiels du changement, et de renforcer la sensibilisation des hommes sur la contribution vitale que les femmes apportent au développement et dans la cure de l'économie;
- Soutenir les femmes dans les positions clés des organisations, y compris les partis politiques, en favorisant l'accès à la formation, aux fonds, aux échanges de compétences, aux voyages d'étude et par le biais des campagnes de sensibilisation;
- Pour améliorer le rôle des femmes dans l'économie, il est nécessaire de promouvoir leur meilleur accès à la formation, à l'éducation, aux ressources économiques, notamment l'accès à la micro finance à travers les coopératives de crédit et la collecte d'informations plus fiables sur leur rôle dans le secteur informel;
- Soutenir l'échange d'instruments législatifs, d'expériences et des meilleures pratiques, par la mise en place effective d'un réseau virtuel de renforcement de capacités des

femmes dans les autorités locales en Afrique, avec le soutien des Conseils régionaux et locaux d'Europe;

- Favoriser une plus grande collaboration entre les femmes dans les autorités locales par la mise en place effective de réseaux sud sud, et nord-sud des femmes dans les autorités locales, encourager des accords de jumelages entre les femmes dans les autorités locales, en continuant les précieux efforts déjà entrepris par Euro-African Partnership, ainsi que l'extension de sa couverture géographique;
- Promouvoir les réseaux de femmes leaders au sein des associations nationales et régionales de gouvernements locaux;
- Demander aux leaders africains d'impliquer les femmes leaders dans les processus de consolidation de la paix;
- Demander aux femmes leaders au niveau local d'utiliser leurs positions et leur influence dans le plaidoyer pour la paix;
- Capitaliser et partager de nouvelles politiques et lois en vigueur sur la participation des femmes au niveau local, ainsi que les outils comme les statistiques ventilées par sexe, les budgets sensibles au genre, les données sur la formation des femmes, les pratiques novatrices des Objectifs du Millénaire pour le Développement OMD (y compris l'expérience de la Région Toscane, du Ministère chargé des questions d'intégration du genre du Libéria, de l'Ouganda, etc.);
- Faire le point et examiner les recommandations passées d'Euro-African Partnership, leur mise en oeuvre et les moyens de les poursuivre;
- Tenir la prochaine conférence sur les femmes dans les autorités locales en Afrique, dans le cadre d'Euro-African Partnership, possiblement au Libéria, et tenir une conférence au sommet sur les femmes dans le secteur informel.

Considérant que les crises multiples et globales en cours ont eu des impacts négatifs sur les communautés locales en Afrique en terme d'accès aux services de base et, ont affecté la capacité des institutions de gouvernements locaux à répondre aux besoins des populations,

Reconnaissant que la crise financière n'est qu'une des multiples crises dont l'Afrique a été confrontée durant ces dernières décennies et, que des ressources supplémentaires sont nécessaires aux autorités locales pour répondre aux besoins de leurs communautés.

Nous formulons les engagements et les recommandations suivantes :

Développer une stratégie globale de coopération décentralisée qui énonce:

- a. Principaux acteurs
- b. Capacités requises et préparation
- c. Outils potentiels qui peuvent être utilisés pour développer la coopération décentralisée
- d. Domaines potentiels de la coopération
- e. Lignes directrices pour les gouvernements locaux intéressés par des partenariats
- f. Procédures des accords de convention
- g. Mécanismes de financement et d'engagement

h. Mécanismes conjoints de suivi et d'évaluation

Mettre en place un point focal pour la coopération décentralisée, au sein des Ministères en charge des gouvernements locaux en Afrique afin de coordonner et suivre les activités y afférent;

Réexaminer les politiques de décentralisation en vue d'inclure le développement économique local dans les opportunités d'investissement des gouvernements locaux et reconnaître le gouvernement local comme un acteur économique;

Promouvoir non seulement le transfert de connaissances et de compétences du niveau national au niveau local, mais aussi augmenter les ressources discrétionnaires du niveau national au niveau local ainsi que renforcer et faciliter les gouvernements locaux dans la mobilisation de ressources propres;

Encourager les partenariats publics privés et communautaires dans la prestation des services au niveau décentralisé;

Construire des stratégies nationales pour faire face au déficit de capacités techniques et politiques au niveau local, en vue des changements sociaux, économiques et politiques;

Soutenir la mise en place des réseaux de femmes dans les gouvernements locaux entre les pays africains et lier les réseaux africains et européens dans ce domaine;

Encourager des examens conjoints des politiques, des programmes et des allocations de ressources par les gouvernements nationaux et les ministères en charge du gouvernement local;

Renforcer la présence et la participation des gouvernements locaux et des acteurs non étatiques dans le débat mondial sur la coopération au développement;

Promouvoir la décentralisation et la gouvernance locale et réaffirmer le rôle stratégique des autorités locales dans la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le Développement- OMD et la résolution des conflits ;

Encouragé les gouvernements nationaux tel que chaque acteur du développement au niveau local, y compris les ONG internationales et nationales puissent oeuvrer dans le contexte des plans stratégiques d'action des gouvernements locaux ;

Encourager les gouvernements locaux à mettre en place des systèmes de droit et des institutions qui assurent un accès rapide et facile à la justice et aux ressources productives comme la terre;

Reconnaître le rôle des autorités locales et les soutenir dans la définition des politiques visant à garantir la sécurité alimentaire et l'accès aux ressources productives;

Promouvoir dans le mandat des autorités locales des stratégies de sécurité alimentaire et promouvoir des échanges de bonnes pratiques de coopération sud sud et nord-sud;

Mettre en place un cadre de collaboration et de soutien aux gouvernements locaux en Europe pour travailler avec les migrants africains en vue de leur participation au développement local de leurs pays;

Mettre en place un Observatoire, dans le contexte du Programme d'Euro-Africain Partnership, pour encourager la recherche et les partenariats sur la coopération décentralisée, dans le renforcement de la gouvernance décentralisée et la coopération au développement, notamment par la documentation et l'analyse des bonnes pratiques ainsi que des stratégies novatrices et des solutions aux défis de la gouvernance en vue de surmonter les crises multiples africaines;

Promouvoir d'avantage et renforcer dans le cadre d'Euro-African Partnership, non seulement des coopérations décentralisées nord-sud, mais aussi des coopérations sud sud à travers des processus structurés d'apprentissage entre pairs;

Créer et mettre en œuvre la Fondation Euro-African Partnership pour soutenir dans le futur la gouvernance décentralisée et la coopération décentralisée pour le bénéfice mutuel des africains et des européens;

Nous, par les présentes, les participants demandent aux Autorités Africaines, à l'ONU/DAES et au Conseil Régional de la Toscane de poursuivre les efforts pour la mise en œuvre de ces recommandations.